





# OFFICINES



*FRÉDÉRIC CHARPIER*

# OFFICINES

Trente ans de barbouzeries chiraquiennes

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

Ce livre est édité par Patrick Rotman

ISBN 978-2-02-113910-5

© Éditions du Seuil, octobre 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

Extrait de la publication

« Il n'existe pas de système Chirac, de gens corrompus qui se répartissaient le gâteau. Sans doute a-t-on fauté mais de là à nous caricaturer en parrains mafieux à la tête d'une officine... »

Bernard Bled,  
secrétaire général du Conseil de Paris  
de 1985 à 1995<sup>1</sup>

1. *Le Monde*, 22 novembre 2007.



## *Introduction*

### Les bas-fonds

La vie politique n'existe pas sans sa part d'ombre. Elle n'est rien sans cette coulisse invisible peuplée d'hommes de main, de faussaires, d'aventuriers, d'officines, de policiers, d'agents secrets spécialistes du coup tordu et de la manipulation, as de la filoche et de l'écoute sauvage, et autres experts en lettres anonymes et en chantage aux mœurs.

Nicolas Sarkozy a mis en garde contre elle au printemps 2005 alors qu'il était l'objet d'une machination. Il l'a fait sans précautions oratoires : « Tu ne fais pas partie du RPR, tu ne sais pas ce dont ils sont capables [...]. Ils feront tout, tout, contre moi. Ce sont leurs méthodes. L'affaire Markovic, c'était déjà une trahison des gaullistes qui jugeaient que Georges Pompidou n'était pas légitime<sup>1</sup>. » Celui qui n'est pas encore Président se décrit ce jour-là comme un gibier traqué par des forces hostiles : il est venu sur le plateau du « 19/20 » de France 3, le 26 mai 2005, commenter ses problèmes conjugaux. Il intronise médiatiquement ce

1. *Le Point*, 1<sup>er</sup> septembre 2005.

qui est en passe de devenir l'affaire Cécilia, dénonçant en particulier l'exploitation éhontée qui est faite dans son propre camp de ses déboires sentimentaux. Indigné, il ajoute : « Pour abattre quelqu'un, on utilise tous les moyens. » Le drame familial qu'il traverse, visiblement, l'éprouve. Il a perdu de sa superbe. Pâle, les traits du visage tirés, les yeux pochés, Nicolas Sarkozy n'est que l'ombre de lui-même. Ses ennemis s'en réjouissent sans vraiment se cacher. Ils se délectent de la crise qu'affronte son couple. Mieux, ils l'attisent. Ils colportent avec avidité les rumeurs : Sarkozy aurait perdu son sang-froid, Cécilia se serait rendue à l'hôpital du Val-de-Grâce, elle y aurait fait constater des coups et blessures. Il y aurait une trace écrite, une main courante même, voire un procès-verbal. Rien de cela ne sera jamais établi mais la rumeur s'emballe.

Il se pourrait d'ailleurs qu'avant de souffler sur les braises ceux qui se réjouissent aient eux-mêmes allumé le feu – qu'ils soient à l'origine de la discorde conjugale. Dès l'automne 2002, alors que Nicolas Sarkozy occupe le poste de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, des experts en filatures des réseaux policiers parallèles espionnent et épient le couple. Les spécialistes des basses œuvres collectent les informations exploitables contre lui, qu'il s'agisse de ses affaires (on parle beaucoup alors de sa collection de timbres, de ses « banquiers » et de son duplex de l'île de la Jatte à Neuilly) ou de sa vie privée (on lui prête un nombre incalculable de maîtresses ou d'aventures). On cherche la faille. Ne dit-on pas que tout homme a ses faiblesses ? Certains sont à l'affût. Une confiance cyniquement

exploitée serait-elle à l'origine de la brouille ? Nicolas Sarkozy le croit. Et il n'a peut-être pas tort.

Persuadé qu'il est victime d'un complot, il établit des similitudes entre son histoire et celle des photomontages de l'affaire Markovic – du nom de ce garde du corps d'Alain Delon, voyou bellâtre et habitué des parties fines. En octobre 1968, le cadavre de Stephan Markovic est exhumé, le crâne défoncé, enroulé dans une housse plastique au milieu de la décharge publique d'Élancourt dans les Yvelines. Les photomontages plutôt grossiers qu'il détenait ont été utilisés pour nuire au futur président Georges Pompidou. Exhibant l'épouse de ce dernier dans des postures obscènes, ils avaient été distribués largement et même diffusés sous forme de tracts lors de la campagne présidentielle de 1969. L'affaire se solde en mars 1970 par une purge au sein du service 6 du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Certains y avaient été en contact avec une journaliste surnommée « Caramel », honorable correspondante du service, qui avait la première évoqué l'existence de photos compromettantes de Claude Pompidou. L'exploitation de cette histoire sans fondements est alors attribuée au Service d'action civique (SAC), la police parallèle gaulliste, plus précisément à sa fraction anti-Pompidou qui considérait ce dernier comme un traître<sup>1</sup>. Chroniqueur au *Monde*, Pierre Viansson-Ponté écrit presque à chaud, à propos de l'affaire Markovic :

1. Sur l'affaire Markovic, cf. Pascal Krop, Roger Faligot, *La Piscine*, Seuil, 1985 ; Éric Lemasson, *Marchiani, l'agent politique*, Seuil, 2000 ; et Claude Clément, *La Vérité sur l'affaire Markovic*, Fernand Lanore Éditeur, 1976.

« Tout laisse à penser qu'elle est issue de ce monde souterrain où truands, indicateurs, tueurs, maîtres chanteurs et ce qu'on appelle les barbouzes grouillent dans l'ombre, tantôt utilisés tantôt rejetés par certains milieux parisiens frelatés et aussi par certains clans policiers plus ou moins politisés<sup>1</sup>. »

Trente-cinq ans plus tard, Nicolas Sarkozy croit vivre les affres de Georges Pompidou. L'on évoque également à son sujet, il est vrai, l'existence de « photos compromettantes<sup>2</sup> ». Ses proches sont convaincus que Cécilia est « instrumentalisée dans une opération qui dépasse largement les tourments de la vie matrimoniale<sup>3</sup> », tandis que Nicolas Sarkozy est persuadé que « l'entourage du président Chirac a piloté des investigations contre lui ». Il crie au complot. On veut le salir, le compromettre. L'affaire Clearstream d'abord, où l'on a fait croire qu'il posséderait deux comptes secrets à l'étranger alimentés par des faits de corruption. Puis cette affaire privée qu'on a sans doute provoquée puis indiscutablement attisée. De retour au ministère de l'Intérieur, il promet d'enquêter sur un cabinet noir qui aurait alimenté des dossiers contre sa famille. « Je vais redevenir le patron de ceux qui font actuellement des enquêtes sur moi », lance-t-il devant un aréopage de députés.

Un conseiller du préfet de police et proche de Philippe Massoni, ancien directeur central des renseignements généraux (RG), le sous-préfet Gérard Dubois, fait

1. Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la république gaullienne*, t. 2, Fayard, 1971, p. 609.

2. *VSD*, 1<sup>er</sup> juin 2005.

3. *Le Point*, 1<sup>er</sup> septembre 2005.

les frais de cet esprit de vengeance. Il aurait alimenté les rumeurs sur la crise conjugale au sein du couple Sarkozy. Malgré ses dénégations, le 6 juin 2005, il est limogé. Sarkozy engage un bras de fer qui ne tournera en sa faveur que des mois plus tard. Ceux qui s'acharnent contre lui sont retors et obstinés. Ce ne sont pas ses adversaires politiques, ils viennent de son propre camp, celui du RPR, le Rassemblement pour la République. Ce camp qui tient les rênes du pouvoir, qui se sent puissant et sait se montrer sans pitié. Nicolas Sarkozy accuse ses « compagnons » du mouvement gaulliste qu'il connaît d'autant mieux que lui-même est issu du sérail. Il a eu pour parrains quelques-unes des personnalités sulfureuses du mouvement, tels Achille Peretti l'ancien maire de Neuilly auquel il a succédé et Charles Pasqua qu'il a remplacé au conseil général des Hauts-de-Seine. Il dénonce précisément la Chiraquie. Il désigne ses hommes, sbires sans vergogne, sans foi ni loi, ses réseaux barbouzards et policiers. Il les accuse de comploter contre lui, de constituer des dossiers, de l'espionner, de guetter ses moindres faux pas. Tout cela est à peu près vrai. Ils écouterait même ses conversations téléphoniques et ce soupçon n'est peut-être pas infondé. Un de ses proches, qui a occupé de hautes fonctions dans la police de renseignement, affirme qu'une cellule d'écoutes secrètes, camouflée au sein de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), aurait travaillé pour le compte exclusif de la Chiraquie<sup>1</sup>. Elle aurait agi en toute impunité sous le sceau protecteur du « secret défense ».

1. Source confidentielle de l'auteur.

Que Sarkozy soit épié, nul ne le contestera, surtout après la découverte en 2008 des « carnets » d'Yves Bertrand, directeur central des RG durant plus de douze ans, homme lige de l'Élysée sous la cohabitation<sup>1</sup>. Courtois, plutôt petit et frêle d'allure, les yeux noirs incrustés au fond de leurs orbites, il incarne brusquement, en 2008, la basse police ou l'idée que certains se font du « cabinet noir » chiraquien. Cette année-là, Yves Bertrand passe de l'ombre à la lumière. Il fait brutalement irruption sur la scène publique après la découverte des « carnets » saisis au fond de sa cave dans les beaux quartiers de Paris. Yves Bertrand n'y consignait pas tous ses secrets mais ce qu'il y notait éclaire suffisamment ce qu'étaient ses préoccupations et au-delà celles de l'Élysée où il se faufilait pour rendre compte. Ces carnets compilent deux mille quatre cents pages d'annotations<sup>2</sup>, révélant un indéniable goût du potin, si ce n'est du ragot, que l'ex-patron des RG le moment venu assume crânement : « Si la République n'avait pas de concierges [...], elle s'écroulerait<sup>3</sup>. »

« Les carnets Bertrand » se présentent comme une longue litanie de faits non vérifiés, concernant la faune politique et administrative, ou de vulgaires ragots. Les notes ont été consignées sans la moindre vérification, telles que les « faits » lui ont été rapportés par ses

1. Yves Bertrand est décédé dans la nuit du 3 au 4 juin 2013 à son domicile parisien à l'âge de 69 ans.

2. L'auteur a eu accès à l'intégralité de ces deux milliers de pages des carnets d'Yves Bertrand.

3. Yves Bertrand, *Ce que je n'ai pas dit dans mes carnets*, Fayard, 2009, p. 133.

« sources », des policiers appartenant à sa garde préto-rienne, des journalistes (son fameux réseau) ou encore des hauts fonctionnaires amis. Évidemment, elles ne doivent pas être prises pour argent comptant. « Yvan Colonna était à Paris il y a dix jours protégé par les gens de la Brise de mer », peut-on lire au détour d'une page, alors que le fugitif recherché après l'assassinat du préfet Claude Érignac n'y a assurément pas mis les pieds durant sa cavale. À titre d'exemple encore, cette note qui fait état d'un « déjeuner au Fouquet's début février (1999) entre M. Mamère (Noël) et MOUNGOUNGA, ex-ministre des Finances congolais ». Yves Bertrand écrit : « Cohen (?) est venu au café, plus Jean-François Probst, plus Francis (en fait François) Blanchard. (Noël) Mamère touche du fric, entre 50 000 et 100 000 francs. A reçu une mallette entre 3 et 6 MF pour campagne des Verts. MOUNGOUNGA interdit de chéquier en France. » Nous avons vérifié. Si ce déjeuner a bien eu lieu, il n'avait aucun caractère discret. Y assistait une petite dizaine de journalistes rameutés par François Blanchard, dont c'est le métier, à la demande de Jean-François Probst qui n'intervenait que pour être agréable à MOUNGOUNGA qui par ailleurs n'a jamais entendu parler de versement d'argent pour la campagne des Verts de 1995.

Les annotations qui figurent dans les carnets d'Yves Bertrand doivent être manipulées avec précaution. Y alternent les faits les plus « anodins » et les plus sulfureux, souvent rapportés dans un style télégraphique ou au fil de la plume. Pour en apprécier le sens ou l'importance, il faut parfois être un minimum initié.

Ainsi lit-on : « [Jacques<sup>1</sup>] Lafleur [responsable politique de droite de Nouvelle-Calédonie] cancer généralisé à vérifier. » « [Patrice] Bergougnoux [haut fonctionnaire catalogué socialiste de l'Intérieur] se fait transmettre le dossier RG de [Jean-]Edern Hallier » « Patrick H [...] surveillerait la représentation irakienne et iranienne. Trafic d'armes. Est payé par l'attaché militaire américain. » « [Alain] Bauer et [Michel] Perez [ancien patron du Syndicat des commissaires de police] manipulés par fille de la CIA expulsée il y a quelques années : Mme Cauzard [?] dirige la section France de la CIA ». Ou encore, à propos d'Alain Bauer qui a fait l'objet sous l'ère d'Yves Bertrand d'une très longue synthèse de la DCRG (Direction centrale des renseignements généraux) : « ami de Patrice Bergougnoux » qui se « trimballe dans les dîners » en répétant : « Je suis le conseiller spécial de Philippe Massoni [alors préfet de police de Paris]. » D'autres notes encore : à l'Institut médico-légal de Paris, « vol d'un corps » d'un « arabe marocain » ; « (X) frère d'un collaborateur de Raffarin est dans les affaires a été conseil d'une société du Sentier, fiché aux RG » ; « Patrick K [...], mécène de l'extrême droite, meilleur ami de J [...] la physionomiste de chez Castel, c'est le réseau S [...]. Nommé consul honoraire de Panama au Maroc » ; « La scientologie a cherché à racheter l'hebdo *Minute* » ; « Devedjian [Patrick, alors ministre délégué aux libertés locales à l'Intérieur] vire des gens pour récupérer des bureaux [pour se faire des] chiottes privés » ; « [Jean-Claude] Méry [financier occulte

1. Les indications entre crochets sont de l'auteur.

du RPR], à sa sortie de prison, accueilli par un truand ami de Francis le Belge. »... On remarquera qu'Yves Bertrand est très éclectique et que ses notes relèvent souvent de la sphère privée : « Le prince Albert fume du shit (une fille l'a déclaré en garde à vue) » ; « BL [haut fonctionnaire attaché à l'Élysée] maquillé au pied de chez lui place du Panthéon, date : il y a deux ans en 1999, à 6 heures du matin en hiver » ; « B [...] évêque français, Dossier pédophilie ? » « Claude Chirac habite chez Line Renaud [...] à Rueil-Malmaison. Line appelle Chirac toutes les cinq minutes » ; « Bertrand Delanoë : salade rue des Lombards, Halles. Photos ». D'autres annotations évoquent des faits qui avérés pourraient relever de poursuites pénales. Ainsi lit-on au fil des pages : « P [...] a utilisé un nommé Fabrice M. né le [...] 19 [...] pour le transport d'argent avec l'Afrique. » Un ancien du cabinet de François Mitterrand « se serait fait serrer [arrêter] à Miami avec 60 grammes de cocaïne ». Un magistrat très médiatique aurait été condamné à huis clos par la chambre régionale des comptes pour avoir « donné des cours payant dans une université ». En 2001, « Greenpeace France a récupéré trois millions et demi qui viennent de Greenpeace International les Îles Vierges ». Une note s'intéresse à la collaboratrice d'un homme politique de premier plan qu'elle présente comme « richissime » avant de préciser qu'elle prendrait 10 % sur l'organisation des congrès (restauration collective, location de salles, etc.) du parti. Un ancien journaliste aurait « touché du fric... » d'Omar Bongo « pour servir de caution [...] aux élections présidentielles du Gabon », espérant en retour être nommé

président-directeur général de RFI (Radio France Internationale). Une personnalité socialiste aurait fait rénover son appartement parisien « par Alfred Sirven », le fugitif et corrupteur de l'affaire Elf.

Yves Bertrand n'épargne personne. Tout le monde est traité sur un pied d'égalité. Un haut responsable de la police aurait ainsi « acheté de l'or au Liban, des objets, des bracelets dans une boutique (4 % moins cher). A dîné au casino de Beyrouth. La police libanaise, le CE [contre-espionnage], l'a suivi, boutique, soirée, bronzage [...], veut passer huit jours dans l'hôtel Al Boustan dans les montagnes du Liban [...] ». Puis, selon un ancien haut responsable de la Ville de Paris que cite Bertrand, l'« argent des fonds secrets de [la] Ville de Paris [serait] dans la banque Warburg [Zurich] ». Ou encore : « Affaire des grands hôtels de Vichy fonds détournés au profit du PR [Parti républicain] ». De nombreuses notes évoquent aussi les mœurs et la vie sentimentale, sans négliger les faits courtelinesques comme cette annotation concernant un homme politique de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), filoché à la demande de sa femme par un détective privé pour la somme de 30 000 francs. Laquelle fait coller dans le quartier où vit la maîtresse de son mari des affichettes injurieuses. Convoquée par la DST qui la sermonne, la femme trompée fond en larmes. Plus loin, Yves Bertrand note qu'un patron de presse parisien disposerait sur une personnalité de la Côte d'Azur d'éléments savoureux et scabreux immortalisés de surcroît sur une cassette, mais il préfère la garder au coffre car, écrit-il, lui-même « va dans un club dans le XVII<sup>e</sup> sado-maso partouzard [et] a peur pour lui ». Suit

cette information qui paraît désormais aussi insignifiante que dépassée : « Dominique Strauss-Kahn vient de quitter Anne Sinclair pour une “jeunette”. » Alors que l'affaire du Sofitel de New York n'a pas encore ruiné la carrière politique de DSK, Yves Bertrand évoque l'affaire qui l'a précédée, dite du FMI<sup>1</sup>, indiquant que « la vie privée de DSK n'était déjà pas un scoop tout Paris était au courant ». D'autres notes des carnets évoquent des dossiers existant ou en cours de constitution, un sport auquel s'adonnent apparemment avec volupté certains conseillers et experts qui sévissent dans les entourages des hommes politiques : « Dans le cadre des attaques contre lui, Tiberi [...] monte un dossier sur affaire Cohen-Solal (plusieurs volumes). » Yves Bertrand parle aussi d'un « gros dossier » mettant en cause un élu parisien de droite en vue « qui aurait joué les porteurs de valises pour le RPR ». Quelques notes plus longues et parfois détaillées concernent plus particulièrement Lionel Jospin et ses proches, ou encore Jean-Charles Marchiani, un des émissaires secrets de Charles Pasqua. Nicolas Sarkozy n'est pas épargné. « Quand Jaffré était président d'Elf », écrit Yves Bertrand, il « avait pris Sarkozy comme consultant. Il avait un petit bureau à la Défense ». Ou encore : selon des « journalistes » « enquêtant sur le père de Sarkozy », ce dernier aurait été « député nationaliste après la guerre [?]. Traître s'est engagé dans la légion étrangère. Le père a collaboré » ; « Sarkozy

1. DSK a dû s'excuser d'avoir entretenu une liaison extraconjugale avec une de ses subordonnées, haut fonctionnaire hongroise du Fonds monétaire international (FMI).

150 000 francs en liquide dans son cabinet » ; ou encore : « Sarkozy fait construire une villa à côté de Sartrouville fait venir des entreprises de Neuilly. Tout au black », etc. Cécilia n'est pas oubliée. Elle « aurait été violée (*sic*) dans un appartement du VIII<sup>e</sup> arrondissement » de Paris, lit-on. L'info est rapportée de façon plutôt imprécise. Les carnets indiquent que l'affaire « aurait eu lieu [...] rue Marbeuf ou Clément-Marot ou de la Trémoille » ; « La 1<sup>re</sup> DPJ [direction de la police judiciaire] aurait fait l'affaire ». Un bruit à faire courir sans doute. Excédé par les annotations qui le concernent lui, et surtout son épouse Cécilia, Nicolas Sarkozy lance à son adresse : « Si je le vois, je le fends en deux. » Yves Bertrand est alors la cible d'une campagne de presse qui le dépeint comme l'animateur d'un cabinet noir œuvrant pour le compte de l'Élysée, tirant à vue aussi bien sur Lionel Jospin que sur Charles Pasqua, ou encore sur Nicolas Sarkozy. Ironisant sur cette renommée aussi soudaine que funeste, il fanfaronne : « Le cabinet noir, c'est moi. » Des officines immergées dans cette basse police politique, qui secrète cabinets noirs et équipes de malfaisants, ont elles aussi besogné en pleine obscurité et pas forcément à ses côtés.

Ces « officines » ont pour domaine d'expertise le chantage, la manipulation, l'intoxication, et même les opérations de déstabilisation. Le plus souvent, elles sont impalpables et ne peuvent se réduire à une simple adresse ou une raison sociale. Elles emploient aussi bien des journalistes (qu'elles paient en liquide pour enquêter ou faire paraître des dossiers à charge), des avocats (susceptibles de vendre des informations), d'authentiques



RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ  
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S À LONRAI  
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2013. N° 108278 (00000)  
*Imprimé en France*

